

L'Unesco aujourd'hui

Unesco today

33^e SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE 3-21 OCTOBRE 2005

La 33^e session de la Conférence générale a été marquée par l'adoption de trois textes normatifs – la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, la Convention internationale contre le dopage dans le sport, le premier instrument juridique visant l'éradication du dopage qui soit à la fois contraignant et de portée universelle, et la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, adoptée par acclamation. Lors de cette session, Koïchiro Matsuura, Directeur général depuis 1999, a été reconduit à la tête de l'Organisation pour les quatre années à venir.



KOÏCHIRO MATSUURA APPOINTED TO A SECOND TERM AS DIRECTOR- GENERAL OF UNESCO

Koïchiro Matsuura (Japan) was re-elected as Director-General of Unesco by the Organization's General Conference. He was first elected in 1999 for a six-year term. This time he will serve for four years, following a reform instituted by the 29th session of the General Conference.

At the announcement of his re-election, Mr Matsuura said that he was deeply moved and proud of this expression of the Member States' continued confidence in him. He assured them of his "determination to continue the efforts undertaken over six years to make Unesco an organization that is more and more effective and relevant to the needs of a constantly evolving world."

THE CONVENTION ON THE PROTECTION AND PROMOTION OF THE DIVERSITY OF CULTURAL EXPRESSIONS

The General Conference of Unesco, at its 33rd session approved the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions, an international normative instrument that will enter into force three months after its ratification by 30 States.

The result of a long process of maturation and two years of intense negotiations, punctuated by numerous meetings of independent and then governmental experts, this text which takes the form of an international normative instrument, reinforces the idea already included in the Unesco Universal Declaration on Cultural Diversity, unanimously adopted in 2001, that cultural diversity must be considered as a "common heritage of humanity", and its "defence as an ethical imperative, inseparable from respect for human dignity."

The Convention seeks to reaffirm the links between culture, development and dialogue and to create an innovative platform for international cultural cooperation; to this end, it reaffirms the sovereign right of States to elaborate cultural policies with a view "to protect and promote the diversity of cultural expressions" and "to create the conditions for cultures to flourish and to freely interact in a mutually beneficial manner" (Article 1).

At the same time, a series of Guiding Principles (Article 2) guarantees that all measures aimed at protecting and promoting the diversity of cultural expressions does not hinder respect for human rights and fundamental freedoms "such as freedom of expression, information and communication, as well as the ability of individuals to choose (them)...". Also, the "Principle of openness and balance" ensures that when States adopt measures in favour of the diversity of cultural expressions "they should seek to promote, in an appropriate manner, openness to other cultures of the world...".

Thus, Parties, recognizing the fundamental role of civil society, will seek to create an environment that encourages individuals and social groups "to create, produce, disseminate, distribute and have access to their own cultural expressions...".

“TOWARDS KNOWLEDGE SOCIETIES”

In relation to the the second phase of the World Summit on Information Societies (Tunis, November 2005) the first in a new series of Unesco reports, a report dealing with the rise of “knowledge societies”. Unesco had actively participated in the WSIS process by promoting the concept of knowledge societies, qualified by four key principles: freedom of expression; universal access to information and knowledge; respect for cultural and linguistic diversity; and quality education for all. The recognition of this concept and the positive assessment of the Organization’s contribution to WSIS were illustrated by references to Unesco in the outcome documents of the Summit.

Towards Knowledge Societies clearly makes the distinction between knowledge societies and the information society. While the information society is based on technological breakthroughs, knowledge societies “encompass broader social, ethical and political dimensions.” The report focuses in particular on the foundations on which knowledge societies that will optimize sustainable human development are constructed.

The report analyses the increasingly important role played by knowledge in economic growth and advances that it can serve as a new springboard for development in the countries of the South. It also presents a detailed analysis of the factors blocking the access of many countries to the opportunities offered by information and communication technologies, especially the growing digital divide and restrictions on freedom of expression. Finally, the report makes a series of recommendations to improve the situation.

Vers les sociétés du savoir. Towards Knowledge Societies. Unesco World Report. Editions Unesco Publishing, 2005, 237 p.

« GUERRE ET PAIX AU XXI^e SIÈCLE »

Le 17 octobre 2005, le **Human Security Center** a lancé son Rapport 2005, intitulé « Guerre et paix au XXI^e siècle »¹. Ce rapport est le produit de trois ans de travail d’une équipe de chercheurs rattachés à ce Centre, qui fait partie de l’Université de British Columbia, à Vancouver, Canada. Les travaux ont été financés par le Canada, la Norvège, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni, et l’objectif du rapport est de combler le déficit de données fiables sur les questions de sécurité internationale. Il constitue un outil de référence utile, et se présente comme un

complément naturel du « Rapport sur le Développement Humain » du PNUD.

Selon ce rapport, les crises internationales sont globalement en baisse, et le nombre de conflits armés dans le monde aurait été réduit de 40 % depuis le début des années 1990, c’est-à-dire depuis la fin de la guerre froide². Malgré la Bosnie et le Rwanda, le nombre de génocides et autres massacres d’ampleur aurait chuté de 80 %. Presque partout les violations graves des droits de l’homme seraient en recul, et au cours des dix dernières années, le nombre de réfugiés aurait baissé de 30 %. Les tentatives de coups d’États militaires se sont raréfiées, avec 25 en 1963 contre 10 en 2004, qui ont toutes échoué. Cette forte tendance a été décrite comme un « rare message d’espoir », même si l’on constate que le terrorisme international est en hausse³. De même, le rapport traite avec un optimisme plus tempéré le cas de l’Afrique subsaharienne.

Les statistiques fournies, à contre-courant des idées reçues, sont quelque peu inattendues, et on s’est demandé pourquoi cette évolution est-elle passée inaperçue jusque là. Le Directeur du Centre a expliqué, à juste titre, qu’en général « les médias rapportent les événements sanglants, mais les guerres qui s’achèvent ne font pas la « une ». Cette évolution est due, explique le rapport, à trois facteurs principaux : a) la fin du colonialisme et des guerres coloniales ; b) la fin de la guerre froide pendant laquelle Washington et Moscou ne cessaient d’alimenter des guerres par procuration dans le Tiers monde ; c) l’accroissement considérable des activités de prévention et de résolution des conflits et de maintien de la paix de l’ONU. Selon le rapport, entre 1990 et 2002, il y a eu six fois plus de missions de diplomatie préventive et quatre fois plus d’activités de rétablissement de la paix. Mieux que les progrès économiques ou la démocratisation⁴, le regain d’activité des ONGs, des organisations régionales et de l’ONU explique donc, selon le rapport, le recul mondial de la violence.

Bien que, de l’aveu des auteurs, certains chiffres puissent être sujet à débat, les tendances sont justes et amplement documentées. L’étude met en garde contre toute « complaisance », car les risques de conflits et de meurtres de masse demeurent importants dans plusieurs pays, ce qui pourrait remettre en cause les tendances observées depuis 1992.

M.S.

¹ Le Rapport est disponible sur le Web à : www.humansecurityreport.info

² La guerre en cours en Irak, où des dizaines de milliers de personnes ont été tuées, est selon le rapport, « une exception ».

³ La question reste d’importance en terme de « sécurité humaine » dans la mesure où le terrorisme a servi de justification aux guerres en Afghanistan et en Irak.

⁴ Il y avait 20 démocraties en 1946, contre 88 en 2005.